

Le réveil de l'islam et ses conséquences géopolitiques



Version complète

Ce document de Chantal Dounot, qui a été diffusé sous forme de feuilletton sur plusieurs mois, cherche à vous donner les clés de compréhension de cet Islam qui se réveille et des conséquences que cela peut représenter pour nous.

Le réveil de l'islam et ses conséquences géopolitiques

Depuis les indépendances, le réveil de l'islam dans les pays arabes a eu des conséquences nombreuses et significatives tant dans les pays musulmans eux-mêmes que dans les pays occidentaux. Plus récemment le monde entier a pu constater que la sphère musulmane était en pleine ébullition et que les mouvances islamistes étaient les nouvelles lignes de force du monde musulman. À mesure que l'islamisme gagne dans l'islam, la carte de la géographie musulmane et de ses points de contact avec les autres civilisations s'embrace. Comment en est-on arrivé à cette situation?

Le monde islamique vit dans le souvenir de l'âge d'or du «Prophète» et d'une «oumma» (communauté des croyants) unie autour de ses successeurs. La fierté des deux siècles d'expansion rapide de l'islam et le souvenir de la splendeur de leur civilisation restent très forts dans la conscience collective des musulmans. **Mais après un remarquable développement, la civilisation islamique va s'essouffler à partir du XVIème siècle et entrer lentement en décadence alors que l'Europe va connaître au contraire un formidable essor. Cette inversion de puissance va entraîner un profond ressentiment à l'égard de l'Occident, et une réflexion va naître sur les raisons de ce décalage. Suivant les pays,**

les époques et les penseurs, deux types de réponses contraires ont été apportés.

Soit réformiste comme les salafistes première manière du XIX^e siècle Jamal al-Din dit al-Afghani (1838-1897) et Muhammad Abdul (1849-1905) qui veulent préparer le monde musulman au défi posé par l'Occident et l'amener à s'interroger sur ses structures, ses fondements, son identité. Pour eux la société musulmane doit se réformer et revenir aux valeurs des «pieux ancêtres» car elle était en train de périr. Au départ le salafisme est un compromis entre le réveil nécessaire de l'esprit de l'islam et l'intégration des nouveautés technologiques ou politiques apportées par l'Occident. L'Occident alors ne représente pas une menace mais plutôt un modèle. Ceci débouchera sur une réponse modernisatrice et autoritaire dans certains pays comme en Turquie, Iran, Afghanistan ou Tunisie. Ce n'est que plus tard que le salafisme rejettera la modernité et se rattachera au mouvement fondamentaliste.

Soit une réponse fondamentaliste prônant la création d'un État qui aurait pour seul guide le Coran et les textes sacrés, et pour modèle l'État musulman qui a fonctionné à Médine (mythe de Médine, la cité idéale) de 622 à 632 sous la domination du prophète Mahomet le «beau modèle». Mais sous l'influence des idées européennes, pendant deux siècles le monde musulman avait renoncé à ce rêve d'un État idéal.

Après la seconde guerre mondiale et les indépendances, les pays arabes vont manifester un nouvel intérêt pour ce passé idéalisé. Les premiers textes constitutionnels font référence au Dieu unique, fondement de la foi musulmane, mais sans plus. C'est la période du nationalisme arabe, souvent laïque, conçu dans les années 20 par Michel Aflaq, Salah al-Din al-Bitar ou Zaki al-Arzouzi (qui aboutira plus tard à la création des partis Baas en Irak et en Syrie). Ce mouvement de la (deuxième) Renaissance arabe est connu sous le nom de Nahda. Égypte, Pakistan, Tunisie, Algérie, Libye, Syrie, Irak seront le produit de cette renaissance.

En réaction contre le mouvement de la Renaissance arabe, va se produire une sorte de Contre-Réforme hostile à ce courant réformiste. Progressivement la nature des régimes, la conception de l'État, le rapport à la religion seront remis en cause par un corpus idéologique politico-religieux hérité de courants anciens et multiples.

Le plus connu historiquement est Ahmad Ibn Hanbal (780-855), le premier théologien à prôner un retour aux origines et à la pureté originelle de l'islam. Il a fondé l'école hanbalite qui est une des quatre écoles juridiques sunnites (avec les écoles hanafite, malékite et chaféite), et la plus rigide.

Le second sera Ibn Taymiyya (1263-1328) connu pour son rigorisme et son extrême intransigeance. Mais les deux principales matrices de cet âge

d'or mythifié, à l'origine directe de l'islamisme contemporain, et les plus connues sont Mohamed Abd Al-Wahhab et Hassan Al-Banna.

Mohamed Abd Al-Wahhab (1703-1792), adepte d'un islam rigoureux et puritain inspiré de l'école hanbalite qui impose une stricte application de la charia, est à l'origine du «wahhabisme», doctrine officielle de l'Arabie Saoudite depuis le XVIII^e siècle. Pour lui le déclin des pays musulmans face à l'Occident est dû à l'oubli du message original par les populations musulmanes dirigées par des élites corrompues. Il dénonce en particulier les perversions du soufisme. Il prêche une lecture littéraliste du Coran et condamne toute innovation par rapport à l'enseignement originel de l'islam. Le refus des innovations, y compris de la jurisprudence constituée au cours de l'ijtihad constitue le centre de cette doctrine. Il rejette toute forme de modernité sociale: l'État doit fonctionner exclusivement selon la loi religieuse.

Hassan Al-Banna (1906-1949) est le fondateur égyptien de la confrérie des Frères musulmans dont la devise «Le Coran est notre constitution» militait pour islamiser l'État dans son intégralité en imposant la charia, la loi fondée sur le Coran et la Sunna (Coran, Hadith) comme sources exclusives de toute législation, rejetant tout apport culturel étranger à l'islam. Le salut du monde musulman ne consiste pas à copier l'Occident mais au contraire à s'opposer à lui. Hassan Al-Banna vou-

lait ré-islamiser le peuple (non les élites) grâce à une stratégie de reconstruction de l'islam en sept phases: l'individu musulman, la famille musulmane, le peuple musulman, le gouvernement musulman, la refondation de l'oumma, la reconquête des terres prises aux musulmans et la domination du monde. Il prônait le panislamisme et la restauration du califat.

La pensée politique d'Hassan Al-Banna n'impliquait pas la lutte armée et devait déboucher sur une action réformatrice. C'est un islamisme basé sur la prédication qui commence par le bas et vise à moraliser la société dès le plus jeune âge.

En réalité sa pensée sera radicalisée par **Sayyid Qotb** (1906-1966) autre intellectuel égyptien dont l'influence sera considérable grâce au mouvement fondé par Al-Banna. Avec le pakistanais **Sayyid Abul Ala Maududi** (1903-1979) qui s'inscrivait dans la tradition déobandite, Sayyid Qotb va affiner la théorie de l'État islamique intégral qui doit élargir la compétence de l'islam à tous les domaines du social au politique. Il dénoncera la démocratie et s'opposera à l'idéologie panarabe de Nasser. Il refusait la légitimité d'une loi non divine, affirmait son principe de souveraineté de Dieu sur les institutions (hakimiyyat) et la légitimité du combat pour éradiquer toute autre forme de gouvernement. Il réhabilitera la notion de takfir (excommunication) permettant de désigner comme infidèle et apostat tout musulman qui ne respecte pas cette

voie et donc de le tuer. Bien évidemment toute laïcité était jugée criminelle et toute coexistence religieuse inconcevable! L'objectif final était à terme d'instaurer un État islamique mondial.

Enfin il ne faut pas oublier l'apport d'**Ali Shariati** (1933-1977), sociologue iranien influencé par le marxisme, Jean-Paul Sartre et Frantz Fanon, qui va introduire dans le fondamentalisme chiite les idées de libération des masses et de redistribution sociale donnant une dimension théologique à la lutte des classes. Mais surtout il va introduire la notion de martyre comme arme de guerre. Niant toute comparaison avec le suicide interdit en islam (sourate 4), il présente le martyr comme une protestation ultime contre la tyrannie et un choix délibéré de sacrifice pour témoigner des valeurs de l'islam. Apparue dans les années 1980 au Liban à l'initiative de groupes chiites, notamment le Hezbollah, cette «technique» sera utilisée par le pouvoir iranien lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988) pour lancer à l'assaut des défenses ennemies des dizaines de milliers d'enfants bardés d'engins explosifs, puis à partir de là sera utilisée de façon massive par les sunnites sur tous les fronts du djihad.

L'islamisme est donc une idéologie politico-sociale de caractère englobant et total (pour ne pas dire totalitaire) fondée sur une lecture fondamentaliste des textes. Pour les islamistes il faut donc revenir à l'islam des origines, à la vraie tradition, refuser l'apport des siècles suivants décadents à

leurs yeux et réunifier l'oumma. Le salafisme est le respect aveugle de la Sunna à l'exclusion de toute exégèse (notamment grâce à l'usage de la raison). Il prône un retour à la foi des origines, celle des «pieux prédécesseurs» c'est-à-dire le prophète et ses compagnons (les quatre premiers califes «les califes bien guidés»). Les salafistes veulent imiter Mahomet en toute chose, y compris vestimentaire et culinaire et rejettent ce qu'ils analysent comme des interprétations humaines postérieures à la révélation de Mahomet. Seul le sens premier, littéral, du Coran a autorité. Chercher à raisonner est interdit, le sens réel du Coran n'appartient qu'à Dieu. L'expansion de l'islam étant attribuée à la pureté de la foi des Salafs, en conséquence à chaque crise politique, sociale, économique, ils préconisent le retour à l'islam des origines.

En soi le fondamentalisme n'est donc pas radical ou révolutionnaire (il est même de nature conservatrice), mais il le devient quand il veut traduire en termes politiques cette volonté de réforme de la société. Cette politisation du fondamentalisme est relativement récente: elle date des années 1920 et 1930, et doit beaucoup à la confrontation coloniale. Jusqu'alors les fondamentalistes ne contestaient pas le pouvoir en tant que tel: ils exigeaient du prince quel qu'il soit qu'il défende les intérêts de l'islam. Mais au XX^e siècle apparaît l'idée qu'il faut un «État islamique» et que les princes, même musulmans, peuvent trahir l'islam. C'est

alors que le fondamentalisme devient radical et conteste l'ordre établi.

Le salafisme contemporain est constitué de trois mouvances:

-**Le salafisme piétiste, missionnaire** est inspiré par le wahhabisme et les cheikhs d'Arabie saoudite, de Jordanie, et du Yémen pour lequel l'action la plus efficace passe par la prédication non violente et non politique d'une foi régénérée, par la réislamisation des sociétés musulmanes plutôt que par une action de prise de contrôle du pouvoir. Le mode d'action est le prosélytisme: œuvres de charité et de bienfaisance, alphabétisation et prédication dans les écoles religieuses (madrasas). Il exclut toute participation au pouvoir politique et toute utilisation des médias modernes. Le changement politique doit naître de la diffusion générale de cette piété dans la société. Longtemps limité à l'Arabie saoudite, l'islamisme saoudien était considéré comme quiétiste; mais l'internationalisation du wahhabisme à partir des années 60, puis les effets de la révolution islamique en Iran et la guerre en Afghanistan contre les soviétiques ont ouvert la voie à la prédication wahhabite dans le monde entier et à la montée d'un néo-wahhabisme radical et takfiri, futur creuset d'Al-Qaïda.

-**Le salafisme réformiste majoritaire** privilégie une vision politique de l'islam avec la volonté d'imposer la charia, la création d'un État isla-

mique, la restauration du califat dans le monde musulman et à plus long terme à l'échelle de la planète. Ceci passe par l'activisme politique: élections, manifestations... Le rôle des partis politiques islamistes, al-hizb (le parti) est alors fondamental et ils s'organisent comme les partis occidentaux: AKP en Turquie (la Turquie a été longtemps le modèle de référence de l'islam politique et le soutien des Frères musulmans, du Hamas et du Front Al-Nosra), ou le Parti de la justice et du développement au Maroc par exemple. Mais on trouve également des associations militantes qui investissent la société, notamment quand ces partis sont interdits: Frères musulmans avant les révolutions arabes, Tabligh indien ou Jamaat-i Islami au Pakistan. Les Frères musulmans se rattachent principalement au courant réformiste, même si on en trouve dans les deux autres mouvances, notamment à partir des années 1980, 1990 où certains sous-groupes vont se radicaliser de façon violente.

-Enfin le **salafisme djihadiste** est inspiré par l'expérience de Sayyed Qotb et Abou Muhammad Al Maqdisi. Il refuse de limiter l'action religieuse à la prédication et fait du djihad armé le cœur de son activité, soit pour libérer les pays musulmans de toute occupation étrangère, soit pour combattre et renverser les régimes qu'il juge impies afin d'instaurer un État véritablement islamique, objectif commun de tous les

salafistes, l'objectif final étant la restauration d'un califat mondial. Leurs modes d'action sont la lutte armée et le terrorisme (attentats, assassinats, opérations suicides...). Pour les salafistes djihadistes, les salafistes quiétistes (notamment les saoudiens) sont des hypocrites à la solde des USA et les Frères musulmans sont condamnés pour leur participation politique à des États jugés impies. L'événement déclencheur de ce courant a été le conflit afghan et le mythe de la victoire des moudjahidines contre la puissante URSS nourrit toujours la geste du djihad mondial. Cet islamisme politique qui a longtemps échoué a trouvé une caisse de résonance dans Al-Qaida, Daech, Hamas mais également dans les Gamaat Islamiyya ou la Jemaah islamiyya indonésienne. Cette stratégie révolutionnaire et violente développée par Al Zawahiri et Abou Mossab doit être menée pour certains de ses partisans au niveau mondial, pour d'autres au contraire au niveau national (Tchéchénie, Palestine, Algérie, Irak).

In fine la grande divergence entre le wahhabisme et la salafisme concerne la nature de l'État islamique: le premier se contente d'un dirigeant local pourvu qu'il respecte et fasse respecter la charia tandis que le salafisme souhaite le retour au califat et l'unité de l'oumma.

Le véritable réveil de l'islam va se produire sous l'effet de trois événements fondateurs :

-La défaite des armées arabes contre Israël en juin 1967, gifle énorme qui marque la fin de l'idéologie nationaliste arabe (ainsi que l'influence de Nasser) et l'affirmation de l'Arabie saoudite. La création de l'État d'Israël, la «Nakhba» la « catastrophe » a été une humiliation majeure pour les musulmans. La lutte contre Israël a longtemps été un catalyseur puissant pour l'opinion arabe. Après une période d'accalmie, l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 a réveillé ces passions dans tout le monde arabe, et au-delà.

-La révolution iranienne en 1979 a été le second accélérateur qui a galvanisé les peuples contrairement aux gouvernements arabes qui ont ressenti le renversement du Shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny comme un phénomène hostile (+ opposition arabes / iraniens aryens, chiisme / sunnisme). La révolution islamique va provoquer un véritable séisme dans l'ensemble du monde musulman et montrer la capacité mobilisatrice de l'islam.

-La guerre d'Afghanistan (1979: année charnière sur le plan international). Le retrait de l'Armée rouge se fait sous la pression des combattants du djihad, armés et financés par les USA (revanche du

Vietnam) et par l'Arabie Saoudite. Ce retrait sera perçu comme une immense victoire «de la foi sur la mécréance».

-Mais on pourrait ajouter à ces trois événements la guerre civile du Liban qui va devenir un foyer d'activité islamiste, la guerre indo-pakistanaise qui va amener les militaires pakistanais soutenus par l'Arabie à encourager la propagande islamiste, la flambée du prix du pétrole qui va donner des moyens colossaux à l'Arabie saoudite et aux pays du Golfe (le pétro-islam) pour financer leur propagande.

À la fin des années 70 vont s'accumuler ainsi un certain nombre de faits qui expliquent le développement de l'islamisme. La responsabilité de cette situation est partagée entre les gouvernants des pays musulmans en échec politique, économique et social, les pays qui ont instrumentalisé les islamistes, et les interventions des gouvernements occidentaux qui ont eu des effets pervers. Certes la situation est très différente suivant les pays et les époques, mais on retrouvera partout un certain nombre de constantes. On analysera d'abord la montée de l'islamisme dans les pays musulmans eux-même, avant d'aborder la question du point de vue occidental.

La montée de l'islamisme dans les pays musulmans

Au lendemain de l'indépendance, la plupart des nouveaux régimes avaient utilisé des modèles occidentaux importés «clés en main» basés sur une modernisation à outrance associée à des régimes politiques autoritaires. L'échec du développement économique (socialisation économique) couplé à une augmentation de la démographie incontrôlée (quadruplement de la population du Maghreb depuis l'indépendance) a acculé les peuples à la misère et a entraîné une réaction de rejet du modèle occidental.

Ceci explique que l'islamisme soit d'abord un **mécanisme de refus du modèle occidental**, refus de gouvernements autoritaires et corrompus, monopolisant le pouvoir et les richesses, bloquant le renouvellement des élites, courant qui a su canaliser les frustrations de collectivités en voie de désagrégation, sans perspectives de changement. L'islam va devenir la *«religion des opprimés»*.

Mais l'islamisme peut aussi s'interpréter comme un **catalyseur** qui a su agréger les aspirations des populations parce que l'islam est à la fois une religion, une morale, une loi, une culture, il a fourni un véritable *«principe fondateur»* ayant une forte capacité de mobilisation et a répondu à l'attente des masses refusant le modèle occidental.

L'islamisme est enfin l'expression d'une **crise identitaire**, profonde et violente. La réaction islamiste est la réaction de sociétés confrontées à la modernité, au temps mondial, aux nouvelles technologies (TV, internet etc.), mondialisation voulue par l'Occident qui ignore les particularismes et menace les identités. Urbanisation massive, alphabétisation des femmes, baisse du taux de fécondité, allongement de la scolarité ont bouleversé des sociétés traditionnelles. Les islamistes sont le produit de cette modernisation rapide des sociétés musulmanes, en pleine mutation dans un espace de temps très court (une génération) alors qu'il a fallu plusieurs générations à l'Occident pour absorber ce changement.

L'existence d'**«États fragiles»** (failed states) a aussi favorisé le développement de mouvements radicaux. La défaillance des autorités, voire leur disparition, la présence de milices armées comme en Somalie, Afghanistan, Mali, Irak, Libye, Yémen, Syrie etc... ont permis aux groupes djihadistes de s'implanter et de recruter.

La poussée de l'islamisme s'est déroulée en plusieurs phases successives ou parallèles:

Dans un premier temps les mouvements islamistes ont cherché à s'emparer du pouvoir pour **ré-islamiser la société «par le haut»** grâce à des actions violentes avec une grande réussite: la révolution iranienne de 1979 qui sera un coup de tonnerre dans tout le Proche Orient. Mais des échecs partout en Égypte (1974-1977-1981 malgré l'assassinat du président Sadate) et dans tout le monde sunnite: rébellion de La Mecque 1979, Syrie 1982, Liban...

Cet islamisme putschiste a cédé la place à des mouvements de **réislamisation «par le bas»**, sans ambition révolutionnaire dont l'objectif était de conquérir la société à travers un gigantesque réseau d'associations caritatives, sportives, implantation de mosquées et de prédicateurs dans les quartiers défavorisés, assistance médicale, bourses d'étude, entrisme dans les organisations professionnelles, etc. Contrairement à la période précédente ces mouvements vont bénéficier de la mansuétude des gouvernements en place puisque leur pouvoir n'était plus contesté, au contraire ils prenaient le relais des actions qu'ils avaient été incapables de mener ; les gouvernements verront en eux un dérivatif aux formes radicales de la période précédente et un rempart contre les mouvements de gauche notam-

ment communistes (les islamistes étant perçus comme conservateurs). Les islamistes vont bénéficier également de sommes considérables en provenance d'Arabie saoudite, du Qatar, du Koweït et de l'appui américain. Les USA joueront un jeu dangereux avec les islamistes dans lesquels ils voyaient une alternative possible aux dictatures et un rempart contre l'expansion du communisme : en Afghanistan ils financeront les moudjahidin contre l'URSS. Ils ont aussi contribué à la mise en place des talibans; ils ont soutenu les pires exactions du GIA algérien, des bosniaques, des kosovars etc. au point qu'un auteur comme Richard Labevière considérait que l'islamisme serait l'un des instruments de la mondialisation voulue par les USA. « La pax americana s'alimente d'une libanisation du monde», analyse partagée en grande partie par H. Kissinger et S. Huntington, permettant ainsi de briser les régimes faisant obstacle à leur ambition hégémonique. Paul Wolfowitz, un des néoconservateurs proche du président George Bush, secrétaire adjoint à la Défense et théoricien de l'unilatéralisme américain, préconisait une «politique d'action préventive destinée à empêcher une nation ou un groupe de nations de défier la primauté militaire et économique des USA». Il faut néanmoins rappeler que parallèlement à ces propos belliqueux, le vieux fond messianique américain les pousse à imposer au monde leur

modèle de société, notamment démocratique.

Les pouvoirs en place en Égypte, Tunisie, Algérie qui s'étaient engagés dans une certaine réislamisation des mœurs pour désamorcer la contestation sociale (réintroduction de la charia dans la législation officielle, notamment le statut des femmes ou des non musulmans : Égypte, Pakistan 1979, Algérie 1984, Bangladesh 1988...) se rendent compte qu'ils *se sont fait piéger* (victoire du FIS aux élections municipales algériennes de 1990, puis arrêt du processus électoral par les militaires après la victoire du FIS au premier tour des élections législatives en décembre 1991) et changent de stratégie pour passer à une répression sanglante. Un bras de fer entre gouvernements et islamistes va commencer avec un certain succès en Tunisie et en Égypte, mais en Algérie ceci débouchera sur une guerre civile impitoyable où le GIA fera assaut de sauvagerie (éborgement avec des couteaux et des scies, décapitations à la hache...), guerre qui fera 300.000 morts, un million de victimes et 3 milliards de dégâts. Victimes d'une répression massive, infiltrés par les services secrets, diabolisés aux yeux de la population à cause de leurs pratiques terroristes aveugles (Algérie, Égypte), les islamistes divisés vont perdre de leur crédibilité. Les formes de la violence vont se modifier : dans la première période la violence visait l'État ou la

présence occidentale, pas la société civile. Elle visera désormais des cibles sociales et culturelles: attaques contre les femmes dévoilées, les journalistes, les intellectuels laïques et mettra en avant le retour à la dévotion individuelle et à l'application de la charia. C'est ce que l'on a appelé le **néo-fondamentalisme**.

À partir des années 1980-1990 l'idée de lier démocratie et islamisme commence à émerger. Malgré le verrouillage politique des régimes, la politisation des différents partis des Frères musulmans, salafistes réformistes et islamistes des années 1990-2000 va aboutir à une amorce d'ouverture politique lors de leur participation aux élections (Turquie dès les années 90, Jordanie 2003, Liban 2005, Palestine 2005, Égypte 2005, Indonésie, Inde...). Ils récoltaient ainsi le travail fait auprès des couches populaires pendant trois décennies. Un certain pluralisme commençait à voir le jour. *L'essor politique des partis islamistes* était en marche. Néanmoins ils ne seront pas à l'origine des révolutions arabes qui seront le fait des crises économiques et sociales et de l'action des jeunes qui obtiendront en quelques semaines le renversement de régimes que les islamistes n'avaient pu obtenir en plusieurs années. Par contre ils y participeront et surtout en seront les **principaux bénéficiaires faisant valoir leur expérience historique dans la conquête du pouvoir**. La chute des régimes a permis aux partis

islamistes de s'imposer sur la scène politique parfois avec succès (Les Frères musulmans soutenus par le Qatar seront les grands vainqueurs des élections) mais aussi des échecs (Égypte-Tunisie). Les révolutions arabes ont aussi permis aux salafistes d'émerger sur le plan politique avec le soutien de l'Arabie Saoudite : en Égypte Al-Nour ou Al-Watan, en Tunisie Ansar al-Charïa, en Syrie le Front Al-Nosra mais aussi en Libye ou au Yémen.

Islamisme et Occident

Le dernier ingrédient de l'islamisme est **l'anti-impérialisme**. Les mouvements islamistes ont repris le flambeau tiers-mondiste des mains des gouvernants discrédités par leur gestion du pouvoir. Ils ont repris à leur compte un certain nombre de thèmes abandonnés depuis la fin de la Guerre froide: clivage Nord-Sud, anticolonialisme, anti-impérialisme. Ceci explique par exemple leur soutien à Saddam Hussein lors de la Guerre du Golfe en raison de son combat contre l'Occident. Le ressentiment historique du monde arabo-musulman envers l'Occident (USA en particulier mais également «les croisés» européens et français) **intègre le temps long**: croisades, occupation de l'Égypte par Napoléon puis par les anglais, promesses non tenues de la Première Guerre mondiale, humiliation née de la colonisation, création de l'État d'Israël et en conséquence situation du peuple palestinien, interventions militaires en Irak (1990- 1991- 2003 et les sanctions qui ont suivi), mais aussi en Afghanistan, Libye, Mali...

D'une façon générale le dilemme des intégristes tient à leur difficulté à se positionner par rapport au monde occidental qu'ils rejettent

pour des raisons historiques et philosophiques:

- refus de l'Occident chrétien (la grande religion rivale),
- refus de l'Occident athée, matérialiste et laïque (renvoyant dos à dos soviétiques et américains à l'époque de la Guerre froide comme participant des mêmes valeurs)
- et refus de l'Occident décadent aux mœurs dépravées.

Pour eux l'Occident est à la fois un aimant et un repoussoir. À leur infériorité économique et technique, les intégristes opposent ce qu'ils perçoivent comme leur supériorité morale.

Or il y a dans le monde musulman une **accumulation de facteurs de crise** susceptibles d'avoir des répercussions dans les pays occidentaux et notamment européens plus proches géographiquement:

- Cette zone a la plus grande concentration de pétrole au monde ce qui confère à ces pays une valeur géopolitique sans rapport avec leur population, leur économie, leur histoire. On l'a vu lors des deux chocs pétroliers et lors de la Guerre du Golfe.

- Le surarmement de nombreux pays: Israël, Iran, Pakistan, Syrie, Irak (dont deux sont des puissances nucléaires et une cherche à s'en doter) peut entraîner une surenchère et un conflit régional à l'origine pourrait dégénérer.
- Les frontières modernes ont été imposées par les puissances coloniales (notamment les fameux accords Sykes-Picot de 1916). Peu de pays avaient une tradition nationale à part l'Égypte et la Tunisie, les autres créés après 1920 sont artificiels.
- L'existence d'une nation exogène imposée de l'extérieur par l'Onu en 1947 (Israël) est la source de nombreux conflits avec ses voisins et est à l'origine d'un fort ressentiment pour les musulmans à propos de la situation des palestiniens.
- La présence de populations sans territoire: les kurdes et les palestiniens.
- Une zone de très grande pauvreté et de misère au sud de la Méditerranée, source d'émigration et d'une arrivée massive de populations allogènes dans les sociétés européennes, dont une partie est sensible aux thèses islamistes.

- Enfin le dernier facteur de crise est le terrorisme qui concerne tous les États et pas seulement l'Occident.

Le **terrorisme d'État** a d'abord été utilisé par plusieurs pays du Proche-Orient ou du Machrek comme Iran, Syrie, Irak, Libye pour appuyer de manière indirecte leur diplomatie grâce à leurs agents ou à des organisations mercenaires (ex: le Hezbollah, «Parti de Dieu», libanais commandité par l'Iran qui souhaitait obtenir du gouvernement français la libération d'Anis Naccache, le remboursement du prêt d'Eurodif et la fin du soutien à l'Irak lors de la guerre l'opposant à ce pays; des «professionnels» apparaissent qui se mettent au service des différents États et peuvent intervenir dans le monde entier: Abou Nidal, Septembre noir, FPLP, Carlos etc...). La France sera plusieurs fois la cible de cette première manifestation combattante de l'islam radical: assassinat de l'ambassadeur de France à Beyrouth Louis De-lamare, prise d'otages (13 français), attentats-suicides à Beyrouth en octobre 1983 (mort de 241 marines américains et 58 parachutistes français dans l'attentat du Drakkar), puis le combat continua sur le sol français lors d'une quinzaine d'attentats entre décembre

1985 et septembre 1986. Ce type de terrorisme finira par disparaître en raison du succès des sanctions internationales.

Parallèlement un **terrorisme «religieux»** d'origine sunnite, le terrorisme islamique s'est progressivement développé et représente aujourd'hui la première menace internationale non conventionnelle. Ce terrorisme s'appuie sur le Coran qui mentionne plusieurs fois le djihad pour l'extension du Dar al-Islam ou pour la défense de l'oumma. Ce terrorisme avait été utilisé dans le passé pour lutter contre les puissances coloniales en Algérie, Libye, Soudan. Mais le terrorisme actuel est l'héritier des groupes activistes égyptiens apparus dans les années 70 dans la mouvance des Frères musulmans recrutant parmi les populations pauvres et urbaines :

- La communauté des musulmans (Jama'at al-Muslimin)
- Les groupes islamiques (Al-Gama'a al-Islamiya) ou
- Le mouvement du djihad d'Abdeslam Faraj qui, s'appuyant sur des interprétations personnelles des textes d'Ibn Taymiyya affirmera que le djihad constitue le *sixième pilier oublié de l'islam* et devient une obligation religieuse perma-

nente et offensive contre un pouvoir politique jugé impie. Ils seront à l'origine notamment de l'attentat de Louxor attribué au groupe du Djihad islamique égyptien.

Or une série de fractures déjà mentionnées secouent le monde musulman à la fin des années 70. L'échec économique et social des gouvernements arabes, la situation du peuple palestinien, l'incapacité à vaincre Israël sont autant de sujets qui exaspèrent les opinions. Le renversement du shah d'Iran et la création de la république islamique conforteront les partisans d'un régime islamiste dans la légitimité de leurs revendications. *L'expérience chiite fascine* et l'opposition chiites-sunnites ne concerne pas encore les islamismes des années 80-90. Au contraire elle a été accueillie avec ferveur par les Frères et a renforcé la place de l'islamisme dans la région.

L'entrée des soviétiques en 1979 en *Afghanistan sera la matrice de l'islamisme combattant*. Lors de cette guerre (1979-1989) sunnites et chiites soutiennent les moudjahidin contre l'Armée rouge avec comme objectif d'établir ensuite un «gouvernement islamique» sous la forme d'un émirat, prélude à la restauration du califat. Par

ailleurs cette guerre s'inscrit dans le cadre de la Guerre froide, les USA finançant et conseillant les volontaires venus de tout le monde musulman, avec le soutien des pakistanais, saoudiens, et États du Golfe persique. À la fin de la guerre, les vétérans «les afghanis» repartiront et exporteront leur expérience dans leur pays d'origine ou sur d'autres théâtres de combat: Bosnie, Algérie, Égypte, Cachemire, Tchétchénie, Indonésie, Asie centrale sans réussir à s'imposer. Ces luttes dispersées ne vont pas permettre de modifier la géopolitique du monde musulman. *Le djihad international va naître de l'échec de ces djihads locaux.*

En 1988 *Al-Qaïda* (la base) est créée pour pallier ces échecs et organiser le djihad mondial. Dorénavant le djihad ne concerne plus seulement «les ennemis proches», les gouvernements impies du monde musulman, mais le djihad devient global et concerne aussi les «ennemis lointains», en premier lieu l'impérialisme américain (et leurs alliés mécréants) qui par leur soutien financier, militaire et diplomatique à Israël et à nombre de gouvernements «impies» permettent à ces derniers de résister aux djihads. La rupture avec les USA sera définitive après le déploiement d'un demi-million de

soldats américains sur le sol sacré de l'Arabie lors de la guerre du Golfe contre l'Irak en 1990-1991. Cela va susciter la colère et la haine des combattants islamistes. Dès lors les USA pourtant anciens alliés des moudjahidin deviennent l'ennemi prioritaire de Ben Laden. De simple réseau de vétérans d'Afghanistan, le mouvement va se transformer en centre de formation de djihadistes doté de camps d'entraînement qui seront rouverts en 1997. Camps de formation militaire, religieuse et de propagande où les djihadistes du monde entier viendront s'entraîner.

Puis des secteurs géographiques sont définis et placés sous la responsabilité de chefs appelés «émirs» au Proche-Orient, en Algérie ou dans le sous-continent indien. Les premiers grands attentats auront lieu en Afrique en 1998 contre les ambassades américaines, en 2000 contre le destroyer USS Cole, puis le plus spectaculaire d'une portée nouvelle destiné à frapper de terreur l'ennemi tout en galvanisant les musulmans sera l'attentat contre le World Trade Center le 11 septembre 2001, faisant 2991 morts et 500 milliards de dollars de dégâts. Mais d'autres pays seront visés à leur tour: 2002 Bali (199 morts), 2004 Madrid (191 morts) et Beslan (350 morts),

2005 Londres (52 morts). En représailles à l'attentat du 11 septembre, l'invasion américaine de l'Afghanistan en 2001 et la guerre qui a suivi, puis la deuxième guerre d'Irak en 2003 vont relancer le djihad dans la région et le clivage sunnites-chiites va s'accroître. En effet les djihadistes sunnites partis lutter contre les forces occidentales en Irak vont se heurter aux chiites du nord de l'Irak et un «arc chiite» va se constituer unissant l'Iran aux chiites irakiens, syriens et libanais du Hezbollah. La guerre civile syrienne accentuera encore ce clivage: sunnites contre Alaouites. L'intervention occidentale en Afghanistan puis la traque d'Oussama Ben Laden et de ses troupes vont déstabiliser la nébuleuse d'Al-Qaïda qui va se restructurer et créer en 2009 deux sous-groupes: Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AGPA).

Un avatar monstrueux «l'État Islamique» naîtra de la scission d'Al-Qaïda au pays des deux fleuves ou Al-Qaïda en Irak (AQI), créé par le jordanien Abou Moussa Al-Zarqaoui en 2003 et implanté en Irak lors de l'intervention américaine. Abou Omar Al-Baghdadi lui succédera en 2006 à sa mort et le rebaptisera État Isla-

mique en Irak (EII). Puis lui-même sera tué au combat et remplacé en 2010 par Abou Bakr Al-Baghdadi. En 2013 il devient État islamique en Irak et au Levant EIIL (acronyme arabe Daech) et s'étend en Syrie. Le démantèlement de l'armée irakienne par les américains fournira les cadres de la nouvelle organisation, avec l'appui des tribus sunnites désormais sous le joug d'un gouvernement chiite revanchard et avec l'argent des monarchies du Golfe opposées aux chiites. L'État islamique est ainsi la conséquence directe du pourrissement de la situation irakienne pendant dix ans et de la répression systématique des sunnites par un Premier Ministre autoritaire Nouri Al-Maliki. La contestation des sunnites va se transformer en insurrection et poussera cette communauté dans les bras de qui leur promettait de mettre fin à leur exclusion politique et sociale. Le retrait américain d'Irak en 2011 et à partir de 2013 la guerre civile en Syrie vont donner un coup d'accélérateur aux mouvements djihadistes. La marginalisation très rapide de «l'Armée syrienne libre», la libération par Bachar Al-Assad de djihadistes internés vont amener la majorité des forces combattantes à rejoindre les factions les plus ex-

trémistes dont le *Front Al-Nosra*, partisan d'un état islamique dans les frontières nationales existantes et l'État islamique, partisan d'un califat islamique aux dimensions régionales. Devant le refus du Front Al-Nosra de passer sous l'autorité d'Al-Baghdadi, ce dernier après une conquête éclair du nord-ouest irakien (dont la prise de Mossoul, l'antique Ninive) a proclamé le califat le 29 juin 2014, effaçant les frontières issues des accords Sykes-Picot (1916) considérées comme l'expression de la volonté occidentale de diviser les musulmans. Le califat transcendant frontières et appartenances nationales ou ethniques devait regrouper à terme tous les habitants du Dar el-Islam avant de s'étendre au monde entier.

Ce proto-État de 2014 à 2019, à cheval sur deux pays, s'était doté d'une armée, d'institutions, d'une monnaie et d'un système fiscal placés sous l'autorité du calife Abou Bakr Al-Baghdadi. Daech a ainsi été la première organisation djihadiste à contrôler un territoire économiquement viable dont les finances provenaient notamment du pillage des banques, du contrôle des raffineries, de barrages hydrauliques et de trafics en tout genre (antiquités, êtres humains) et non de financements ex-

térieurs. Il s'agit là d'une différence majeure avec Al-Qaïda qui n'a jamais connu d'ancrage territorial et n'a pas proclamé le califat. Dès lors la médiatisation de ses actes de barbarie (massacres individuels ou collectifs, décapitations, crucifixions, tortures, destruction du patrimoine antéislamique...), l'utilisation des moyens les plus modernes de propagande vont lui assurer un retentissement mondial. Internet est devenu son outil majeur de communication, de diffusion de son idéologie et de recrutement : sites Web, réseaux sociaux, forums de discussion, films de combat et d'exécution, sites de partage de vidéos et revues *on line*. La plus connue est *Dabiq* (qui s'est inspirée d'*Inspire*) dont les messages martelés et les photos violentes doivent terrifier ses ennemis et inciter ses sympathisants à passer à l'action. La une en 2016 d'un de ses numéros «Break the cross» était consacré à l'assassinat du père Hamel à Saint-Étienne-du-Rouvray.

Il faut d'ailleurs rappeler combien l'impact médiatique est une dimension essentielle du terrorisme. Une attaque terroriste manque son objectif si elle n'est pas connue du public et relayée par les media, avec *a contrario* le risque de manipulation de ces der-

niers. Grâce aux media la violence est démultipliée et revêt une dimension symbolique qui dépasse de loin sa seule capacité de nuisance. Même «les loups solitaires» ont intégré cette nécessité.

L'influence de Daech ne cessera de croître et d'attirer toujours plus de jeunes recrues aussi bien arabes qu'occidentales, au détriment d'Al-Qaïda dont de nombreux groupes séduits par Daech vont lui prêter allégeance en Afrique, en Libye, au Caucase, en Asie centrale ou au Pakistan, zone traditionnellement liée à Al-Qaïda. Cette concurrence entre les deux groupes terroristes qui fera des centaines de morts ne les empêchera pas de coopérer à l'occasion comme lors des deux attentats de Paris en janvier 2015. Dès lors l'EI va multiplier les attentats spectaculaires en Europe: Paris novembre 2015- Bruxelles mars 2016 ou dans les pays musulmans: Tunisie, Égypte, Liban, Turquie, Libye, Afghanistan... déclenchant à chaque fois de nouveaux recrutements. De multiples raisons peuvent expliquer cette fascination des jeunes pour l'engagement dans ces mouvements: l'attraction de sa propagande, la quête d'un idéal, l'enthousiasme d'appartenir à un mouvement vainqueur, la conviction que «l'islam doit être défendu»

contre les attaques de l'Occident, la haine de la société, la défense d'un territoire, la perception héroïque de soi, la jouissance de l'acte interdit, la réduction de l'adversaire à l'animalité, le désir de mort, etc...

Pour Roland Jacquard (Président de l'Observatoire international du terrorisme), «la menace terroriste liée à cet islam radical constitue une des principales menaces pour l'Occident, la France en particulier», et entraîne l'Occident dans une **«dialectique des incertitudes»**. Contrairement au terrorisme d'État de la première période, ce terrorisme n'a rien à négocier. *La violence n'est plus seulement un moyen de combat, elle devient un objectif en soi.* La seule logique c'est l'escalade. Les spécialistes y voient un comportement typique des sectes, une dérive sectaire, une démarche apocalyptique (Olivier Roy), une pulsion de mort (Bruno Etienne): «Ils sont déjà dans une autre dimension, celle des martyrs. Ils considèrent que le royaume terrestre est pourri, qu'il faut détruire ce monde, précipiter l'apocalypse et l'avènement de Dieu. Ces activistes sont mus par une pulsion de mort».

C'est très exactement par ces propos que le président iranien

M a h m o u d A h m a d i n e j a d (2005-2013) avait terminé son intervention lors d'une conférence internationale: «Après le chaos il y aura Dieu», ou qu'a été revendiqué l'attentat de Madrid de 2004: «Vous voulez la vie, nous voulons la mort». Cette dimension psychologique explique la démesure des attaques. Les terroristes des années 70-80 maîtrisaient leur violence, l'adaptaient à la pression politique que leurs commanditaires souhaitaient exercer. Ceux des années 2000 n'ont aucune négociation à ouvrir, ils cherchent seulement à faire payer à «l'ennemi» le prix le plus cher possible.

Il faut enfin remarquer que la création du califat signe l'échec de l'État-nation hérité des puissances coloniales et le retour en force du panislamisme après un siècle de nationalisme arabe. Le mouvement panislamiste militait depuis la fin du XIX^e pour l'unification spirituelle et politique des territoires à majorité musulmane sous une même institution à la fois temporelle et spirituelle: le califat. Mais sa suppression par Mustafa Kemal Atatürk en 1922 et les accords Sykes-Picot enterrant le projet d'un «grand État arabe libre et indépendant» des nationalistes arabes allaient renforcer la nécessité de ce concept tout en lui don-

nant une orientation anticoloniale et anti-impérialiste. Sa mise en œuvre en 2014 par l'EI va prendre tout le monde de court et bousculer les projets antérieurs de l'Organisation internationale des Frères musulmans soutenue par les Qataris ou de l'Organisation de la conférence islamique créée par les Saoudiens suscitant leur violente opposition, d'autant que ce concept était dorénavant associé à des organisations terroristes.

Ainsi au XXI^e siècle l'islamisme est bien devenu une force politique et idéologique de premier plan présente dans tout le monde musulman et au-delà. Il est l'aboutissement d'une longue évolution doctrinale ainsi que le résultat d'une succession d'événements qui ont façonné son histoire. Si l'islamisme politique a échoué en grande partie, le monde musulman vit néanmoins depuis quarante ans une islamisation continue. D'une pensée fondamentaliste on a glissé dans les années 80 vers la violence politique, d'abord locale puis transnationale, considérée comme la seule possibilité pour restaurer le califat et réunifier l'oumma. *La dimension révolutionnaire de cette menace est évidente.* L'objectif à long terme est stratégique: renverser les modèles étatiques existants, les frontières et l'identité des

autres zones du monde. Il ne faut pas se méprendre sur la nature de ce danger et le sous-estimer. Mais au-delà du terrorisme, c'est *l'évolution du monde musulman et ses dérives violentes* qui sont en jeu. Les récents événements en Israël (massacres du Hamas du 7 octobre 2023 et riposte israélienne sur Gaza) remettent violemment la question palestinienne au cœur d'une région fracturée, et fragilisent les accords d'Abraham établis sous l'égide des USA entre Israël et certains pays arabes, face au nouvel axe «frérochiite», soutien à l'islam politique des frères musulmans par la Turquie, le Qatar et... l'Iran!

La globalisation du monde, la faiblesse des États musulmans et des démocraties, le développement des nouvelles technologies ont facilité le développement des formes les plus radicales de l'islamisme djihadiste, mais également ce que Gilles Kepel appelle le «*djihadisme d'atmosphère*», où des individus sont poussés à l'acte par des messages de mobilisation sur les réseaux sociaux ou les médias. Si cet islamisme prend des formes différentes selon les pays et les époques, il n'en reste pas moins un **projet fondé sur une vision réactionnaire, fondamentaliste de la religion islamique** visant à

imposer dans les pays musulmans d'abord et dans le reste de la planète ensuite un ordre global, voire totalitaire, en somme le dernier totalitarisme comme l'analyse Thierry Wolton dans *L'islamisme, ce nouveau totalitarisme*:

«On y retrouve le fond commun à toutes les pensées totalitaires: anti-occidentalisme, anti-libéralisme, anti-individualisme et une explication globale du monde, de son fonctionnement et de sa destinée... Comme hier le communisme et le fascisme, l'islamisme sert de refuge dans un moment de transition où sont bousculées les hiérarchies, les solidarités traditionnelles... Pour faire face à la destruction des sociétés traditionnelles, l'idéologie islamiste propose en effet de refonder une communauté imaginaire [...] propose des repères à des individus déjà déracinés [...] d'unir par des sentiments identitaires - la communauté socialiste, la communauté des croyants - des personnes isolées, de donner sens à leur communauté grâce à un mythe absolu et exclusif, le parti ou la oumma. L'islamisme se propose de construire une société idéale, de réaliser l'utopie à partir de l'infaillibilité de l'idéologie, dans ce cas le Coran».